

La crise du covid-19 et les mois particuliers que nous venons de vivre l'ont démontré : l'idée que nous portions depuis quelques temps de transformer la société en faisant le lien entre urgence climatique, urgence écologique et urgence sociale est plus que jamais d'actualité.

Le gouvernement et le MEDEF, peu enclins à se souvenir des belles paroles du confinement main sur le cœur pour dire toute leur admiration du monde du travail, sont déjà en train de renier toutes leurs promesses et de vouloir accélérer les réformes ultralibérales pour dérèglementer encore plus notre société.

Loin de la fameuse « Union sacrée » prônée par Macron et de son aveu du besoin de sortir de son idéologie, quand il voyait dans « *cette crise une chance : nous ressouder et prouver notre humanité, bâtir un autre projet dans la concorde. Un projet français, une raison de vivre ensemble profonde* », les tenant-es du pouvoir réfléchissent déjà à comment maintenir la réforme de l'Assurance chômage et à poursuivre celle des retraites.

Déjà, les grandes entreprises envisagent licenciements, chantage à l'emploi *via* des accords de compétitivité pour éviter de rogner sur les dividendes et maintenir leur quête de profits.

Les médias et la Macronie s'entendent à préparer l'opinion publique sur le fait que la sortie de crise (sociale et économique) sera longue et difficile et que cela ne pourra passer que par des sacrifices.

Ainsi, le Ségur de la santé envisage des contreparties inacceptables sur le temps de travail et la flexibilisation du travail pour évoquer les augmentations des salaires des personnels soignants.

Pas question pour le pouvoir en place d'avoir une quelconque autocritique sur des décennies de politiques d'austérité, de suppressions d'emplois comme dans le secteur public et la santé ou de casse des droits sociaux et de la protection sociale.

PLAN DE SORTIE DE CRISE

**LA VOLONTÉ POLITIQUE
ET LES MOYENS FINANCIERS
DOIVENT ÊTRE MIS AU SERVICE
DES OBJECTIFS DE TRANSFORMATION
SOCIALE ET DE PRÉSERVATION
DE L'ENVIRONNEMENT !**

#PlusJamaisCa
#PourLeJourDapres

Comme ce Lien le démontre, pour la FERC l'analyse est tout autre. Dans nos champs, qui sont tous vecteurs d'émancipation pour la population, nous continuerons de porter des revendications pour faire de la société une société plus juste où les richesses produites par le travail servent à satisfaire les besoins de toutes et tous et non les intérêts de quelques « premiers de cordée ».

Avec les travailleurs et les travailleuses, nous les mettons au débat pour qu'elles servent à améliorer les conditions de travail et de vie, à faire que la sécurité sociale redevienne universelle et qu'elle intègre le pan de la perte d'autonomie, à faire que les discriminations de toutes sortes cessent pour que chaque femme et chaque homme soit l'égal-e de l'autre.

L'Éducation de la maternelle à l'université, en passant par tout le monde associatif et sportif et la formation tout au long de la vie, doit permettre à chacun-e de sépanouir dans le « monde d'après » en se trompant, en changeant de voie, en ayant des temps d'arrêts dans les cursus de vie.

Et parce que la CGT ne pourra pas faire seule et avec les seuls salarié-es des entreprises et services convention-

nels, la FERC accueille d'ores et déjà les travailleur-ses avec des contrats particuliers et les auto-entrepreneur-ses. Consciente que les aspirations de la jeunesse sont en adéquation avec ses propres revendications, elle portera le débat d'une structuration de la jeunesse au sein de la CGT.

Et pour contrer les attaques ultralibérales à venir, la FERC participera à la construction du « monde d'après » en confrontant ses propositions à celles des associations, mouvements et partis politiques qui participent aux mobilisations pour le progrès social et œuvrera à la construction de plateformes revendicatives communes pour faire converger le mouvement syndical dans l'objectif d'unification et de la construction d'un front social anticapitaliste, antidiscriminatoire et écologique.

